

Le nucléaire écarté des financements durables en Europe ? Une aberration !

Les ministres européens ont adopté le 15 avril le compromis sur la finance durable, appelé « taxonomie verte », trouvé en décembre dernier avec le Parlement. Ce texte n'admet que les seules énergies renouvelables et bloque le nucléaire, énergie pourtant décarbonée. Le nucléaire est considéré comme une « énergie de transition », au même titre que le gaz naturel, un puissant gaz à effet de serre dont la combustion est émettrice de CO₂. Le nucléaire n'est donc pas intégré, dans le panel des énergies pouvant bénéficier de fonds européens destinés à la lutte contre le changement climatique, malgré la demande de certains pays, comme la Pologne ou la Slovaquie.

Le vote est accompagné de nombreuses déclarations écrites des États, mettant à jour des dissonances persistantes. Mais la France l'a voté sans exprimer de réserve, au mépris de sa propre industrie nucléaire, sur laquelle repose pourtant son avance en matière de lutte contre les changements climatiques !

Pour rappel, le règlement adopté fait partie d'un paquet « finance durable » qui obligera les produits financiers à répondre à des critères stricts pour pouvoir être présentés comme « durables ». La Commission Européenne prépare maintenant les « actes délégués », à présenter d'ici la fin de l'année, qui établiront ces critères précis de classement. Autrement dit, alors que les divergences sur le fond sont patentes, de nombreux fonctionnaires, experts de la finance et groupes d'influence, vont œuvrer pour édicter des règles détaillées qui seront bientôt d'application. La folle machine européenne est à l'œuvre !

Pour préparer ce processus, le groupe d'experts techniques (TEG) a rendu son rapport à la Commission. Sans surprise le nucléaire est fermement éliminé des investissements protecteurs du climat. Ce TEG – qui réunit des représentants des groupes de la finance « développement durable », est lui-même conseillé par l'ONG WWF et le bureau d'« experts » WISE, connus comme résolument antinucléaires ; ceci expliquant cela.

Une fois de plus « *Sauvons le climat* » se doit de constater la confusion entretenue sciemment entre les solutions industrielles qui préservent le climat et celles dites « vertes » dont l'objectif est d'abord de permettre à certains d'engranger des bénéfices considérables à travers des plans de finances dites « durables » comme la taxonomie européenne. Ces financiers ont parfaitement compris que des énergies massivement soutenues par des fonds publics et bénéficiant d'une garantie absolue d'achat de leur production à prix fixé, leur procurent de gigantesques bénéfices : en France la Commission de Régulation de l'Énergie (CRE) a constaté que les taux de rentabilité sur fonds propres des investissements dans l'éolien et le solaire étaient abusifs, voire scandaleux, non justifiés car sans prise de risque industriel réel. Qui paiera ? Les citoyens européens, bien sûr, auxquels l'Europe veut imposer une politique à l'allemande ou à la danoise, pays pourtant aux émissions importantes de CO₂, au prix par ailleurs d'une électricité extrêmement coûteuse. Rappelons-nous que la Cour des Comptes a chiffré à 121 milliards d'euros l'ardoise que les Français doivent déjà payer, par leurs taxes et impôts, aux producteurs éoliens et photovoltaïques ! Et cette ardoise ne cesse de s'alourdir, alors même que l'Europe plonge dans la crise !

Pour « *Sauvons le climat* », alors que l'Europe, comme le reste du monde, fait face à une crise sanitaire, économique et sociale sans précédent, le Parlement Européen doit, en urgence, adopter une stratégie responsable, c'est-à-dire à la hauteur de l'histoire actuelle, en donnant la priorité absolue aux énergies décarbonées. Cela signifie introduire le nucléaire dans la taxonomie, au même titre que les énergies renouvelables, pour permettre le financement équitable de toutes les énergies non émettrices de CO₂ ! Rappelons que le nucléaire représente aujourd'hui la moitié de l'électricité décarbonée produite en Europe !

Pour « *Sauvons le climat* », la taxonomie qui a été adoptée encourage un mix renouvelable/gaz pour la production d'électricité, ce qui est une aberration environnementale et économique. À court terme elle nous mettra à la merci de fournisseurs de gaz peu nombreux et puissants, dont la Russie : tant pis pour l'indépendance énergétique de l'Europe et pour sa balance commerciale !

L'Europe doit donner priorité aux énergies non carbonées et les financer de manière équitable, nucléaire inclus. Elle doit préserver un niveau d'indépendance suffisant, assurer la solidité de notre fourniture d'électricité, et donner à chaque pays la responsabilité, au titre de la subsidiarité, de faire de son mieux avec ses atouts pour que soient atteints les objectifs d'émissions qu'elle se fixe.